

Unité bidépartementale Calvados Manche
477 boulevard de la Dollée
CS 70271
50009 Saint-lo Cedex

Saint-lô, le 30/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STEF LOGISTIQUE NORMANDIE

Promenade des Ports
50000 Saint-Lô

Références : 2026 - 161
Code AIOT : 0005302872

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2026 dans l'établissement STEF LOGISTIQUE NORMANDIE implanté Promenade des Ports 50000 Saint-lô. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection entre dans le cadre de l'action régionale de contrôle des réseaux de collecte d'effluents. L'objectif de cette « opération coup de poing » sur la prévention des pollutions accidentelles est principalement de vérifier la connaissance et la gestion par l'exploitant de ses réseaux, de leur maîtrise afin de limiter les pollutions du milieu par ces biais.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEF LOGISTIQUE NORMANDIE
- Promenade des Ports 50000 Saint-lô

- Code AIOT : 0005302872
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Saint-Lô est un des établissements de la filiale STEF Logistique Normandie du groupe STEF. Ses activités sont :

- le stockage sous température dirigée et la congélation de produits laitiers carnés et élaborés (plats cuisinés),
- le stockage à température positive de produits laitiers,
- le conditionnement et la congélation de produits de la mer,
- le reconditionnement de produits finis sous forme de lots de vente.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 14
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La présente inspection a été couplée à une autre action "coup de poing" régionale portant sur la disponibilité des moyens en eau incendie.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1 | Connaissance et entretien des réseaux | Arrêté Préfectoral du 15/11/2002, article 4.2.2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 4 mois |
| 2 | Connaissance et entretien des réseaux | Arrêté Préfectoral du 15/11/2002, article 4.2.3 | Demande de justificatif à l'exploitant | 4 mois |
| 3 | Connaissance et entretien des réseaux | Arrêté Préfectoral du 15/11/2002, article 4.2.4 | Demande de justificatif à l'exploitant | 4 mois |
| 4 | Rétentions et confinement | Arrêté Préfectoral du 15/11/2002, article 8.6.8 b | Demande d'action corrective | 4 mois |
| 5 | Ouvrage de protection vis-à-vis du raccordement au réseau AEP | Arrêté Préfectoral du 15/11/2002, article 4.1.2 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 7 | Plan d'Opération Interne | AP Complémentaire du 11/01/2018, article 8.6.7 | Demande de justificatif à l'exploitant | 4 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 6 | Gestion des eaux résiduaires industrielles | Arrêté Préfectoral du 15/11/2002, article 4.3.7 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les demandes qui résultent de la présente inspection portent sur des optimisations de ce qui est déjà en place, tant au niveau des moyens techniques que des procédures. Des garanties doivent être apportées sur l'adéquation entre les moyens disponibles et les besoins réels.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Connaissance et entretien des réseaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2002, article 4.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 4 :</p> <p>II. [...]</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>III.- Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. <p>[...]</p> <p>Art. 43 (eaux pluviales) :</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents prévu à l'article 4 doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'établissement est équipé de réseaux séparatifs de collecte des effluents. D'après l'exploitant, il n'existe pas de réseaux abandonnés présents sur le site. De même, il n'a pas connaissance de réseaux extérieurs transitant par son établissement. Il convient qu'il s'en assure formellement, notamment auprès de la collectivité.</p> |

| |
|---|
| <p>L'exploitant a précisé que les réseaux présents sont gravitaires. Cette information reste à pondérer car la visite a mis en évidence que des eaux pluviales, ainsi que les eaux de dégivrage, sont collectées dans des fosses de reprise équipées de pompes immergées permettant de les envoyer dans les réseaux aptes à les rejeter.</p> <p>Le plan des réseaux était tenu à la disposition des inspecteurs lors de la visite, son examen montre qu'il est lisible et légendé. Il est daté du 9 novembre 2023, l'exploitant a précisé que les réseaux n'ont pas fait l'objet de travaux depuis cette date.</p> <p>Les différents réseaux prévus dans l'arrêté d'autorisation figurent bien sur le plan présenté qui permet de distinguer les différents types de réseaux, les dispositifs d'isolement du milieu récepteur, les secteurs collectés et les traitements associés, les équipements divers ainsi que les regards et avaloirs.</p> <p>Le plan permet de constater l'absence de connexion entre les différents réseaux (alimentation, pluvial, usées).</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier sous quatre mois l'absence de réseaux abandonnés sur le site et de réseaux transitant par le site.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de faire figurer sur la prochaine mise à jour du plan des réseaux le sens d'écoulement des eaux pluviales des bassins versants présents sur le site, de veiller à faire figurer les pompes équipant les fosses de relevage utilisées notamment pour les eaux de dégivrage (voir point de contrôle n° 6).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 4 mois</p> |

N° 2 : Connaissance et entretien des réseaux

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2002, article 4.2.3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des réseaux</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.- Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant confirme un contrôle annuel des réseaux et a pu justifier la réalisation du dernier contrôle, effectué le 17 février 2026. Il a en effet présenté son registre de sécurité qui mentionne l'évacuation des boues des ouvrages de gestion des eaux pluviales par la société CHIMIREC à la date mentionnée.</p> <p>Le registre apparaît régulièrement renseigné.</p> <p>L'exploitant n'a en revanche pas été en capacité de justifier le contrôle de l'étanchéité des réseaux. Compte-tenu de l'ancienneté de l'établissement, il est demandé à l'exploitant de</p> |

| |
|---|
| procéder à une vérification de l'état des canalisations. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier l'étanchéité des canalisations présentes sur le site sous quatre mois. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 4 mois |

N° 3 : Connaissance et entretien des réseaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2002, article 4.2.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Isolement des réseaux |
| Prescription contrôlée : [...] Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. |
| Constats : L'exploitant a confirmé la présence de dispositifs de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie sur le site : → les deux séparateurs à hydrocarbures qui traitent les eaux pluviales de chacun des deux bassins versants sont équipés de vannes de coupure, → trois barrages de rétention (boudins pouvant être gonflés à l'eau ou à l'air) peuvent être rapidement mis en place afin de confiner les eaux d'extinction sur le site en fonction des parties concernées (accueil, quais 1, 2 et 3, quai 9). La visite de l'établissement a permis de constater la présence des barrages indiqués par l'exploitant, elle a montré que la procédure de mise en œuvre de ces moyens de protection du 10 décembre 2025 est mise à la disposition du personnel sur chacun des lieux de stockage de ces matériels. Les vannes de coupure au niveau des séparateurs ont été observées, elles disposent de clés pour les actionner. L'une d'elle a été testée avec succès lors de l'inspection. Le sens de fermeture de la vanne guillotine est bien indiqué. L'exploitant n'a en revanche pas été en mesure de préciser les capacités de confinement que permettent d'atteindre les moyens mis en place. Il apparaît que tous les points de rejet vers l'extérieur sont équipés de dispositifs d'isolement, qu'ils disposent de consignes de mise en œuvre et font l'objet d'une vérification annuelle (Fouchard pour les séparateurs et leur vanne de coupure). Les photographies présentent les conditions de stockage des barrages de confinement, leur procédure de mise en œuvre, la vanne guillotine de coupure des rejets au niveau des séparateurs à hydrocarbures. |

| |
|---|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Il est demandé à l'exploitant de justifier sous quatre mois le volume de confinement assuré par les moyens mis en place et de veiller à les faire apparaître sur le plan des ouvrages de gestion des eaux de l'établissement. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 4 mois |

N° 4 : Rétentions et confinement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2002, article 8.6.8 b |
| Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et confinement |
| Prescription contrôlée : L'exploitant met en place les dispositions nécessaires à prévenir toute atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en cas d'incendie. Des mesures organisationnelles sont mises en place afin de retenir les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement). |
| Constats : La visite de l'établissement a montré la cohérence entre les informations fournies en salle par l'exploitant et les moyens observés sur le terrain. En revanche, il a été constaté une liaison entre un regard d'eau pluviale et un séparateur par un tuyau souple au niveau de la cour sud-est de l'établissement. L'exploitant a indiqué que la panne d'un organe était à l'origine de la mise en place d'un moyen temporaire de gestion. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Il est demandé à l'exploitant de justifier la suppression de la liaison temporaire (EP/séparateur) au niveau de la cour sud-est de l'établissement et le retour à un mode de fonctionnement pérenne (à préciser). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 4 mois |

N° 5 : Ouvrage de protection vis-à-vis du raccordement au réseau AEP

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2002, article 4.1.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Protection du réseau d'eau potable |
| Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement. |

[...]

Constats :

L'établissement est alimenté en eau par trois points d'adduction du réseau d'eau publique. Ceux-ci sont équipés de disconnecteurs. Le site ne dispose pas de forage.

La visite a montré que le disjoncteur de l'alimentation principale présentait une légère fuite qu'il convient de supprimer, cela en dépit de la vérification effectuée la veille (12 mars 2026).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier la suppression de la fuite observée au niveau du disjoncteur de l'alimentation principale de l'établissement à partir du réseau AEP.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Gestion des eaux résiduaires industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2002, article 4.3.7

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de dégivrage

Prescription contrôlée :

Les rejets des eaux de dégivrage sont autorisés dans la Vire sous réserve que pour les installations employant de l'ammoniac, une détection NH3 soit installée dans le puisard de relevage. Elle doit commander la fermeture d'une vanne motorisée en cas de pollution par l'ammoniac. Cette détection est reliée à la centrale d'alarme.

Constats :

L'exploitant a présenté lors de la visite de l'établissement le réseau d'évacuation des eaux de dégivrage, en amont de son rejet vers le milieu naturel. Il s'agit d'un réseau enterré, séparé des autres réseaux (notamment EP), il n'existe pas d'avaloir pour les eaux pluviales à proximité du réseau des eaux de dégivrage.

Aucun stockage de produit dangereux n'a été observé hors rétention lors de la visite du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan d'Opération Interne

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2018, article 8.6.7

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'Opération Interne

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour son Plan d'Opération Interne (POI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude de dangers. Il est cohérent avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux envisagés

dans l'étude de dangers. Un exemplaire du POI doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour l'exercice consistant en la mise en œuvre d'un scénario prévu dans le POI (avec concertation et information préalables du SDIS). Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté lors de l'inspection la dernière mise à jour du plan d'opération interne (POI) de son établissement qui date du 10 décembre 2025. L'établissement dispose en outre d'un plan établissement répertorié (ETARE) datant de 2025 et d'un plan de défense incendie (PDI). Il apparaît après examen que le POI et le PDI disposent d'informations complémentaires, mais aucun n'est donc exhaustif. Il est convenu avec l'exploitant que le PDI sera supprimé au profit du POI.

Ce dernier doit être mis à jour (numéros de téléphone, intégration des riverains et de la mairie d'Agneaux, intégration des moyens de lutte contre l'incendie et la pollution du milieu naturel) et transmis à l'inspection des installations classées en version numérique et sur support papier.

Le document devra intégrer les évolutions des activités de l'établissement (délocalisation d'activités vers Ifs).

Par ailleurs, l'exploitant a précisé qu'un exercice ammoniac avait été réalisé (en interne) le 18 novembre 2025. Des exercices d'évacuation sont réalisés chaque semestre (mars et septembre). Un exercice avec les pompiers devrait pouvoir être effectué à compter de septembre 2026.

Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit veiller à bien mettre à jour son registre de sécurité au sujet des exercices réalisés : d'après le registre, le dernier exercice avec les pompiers aurait eu lieu en 2018.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous quatre mois la mise à jour du plan d'opération interne de l'établissement.

Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection des installations classées de la date du prochain exercice avec les pompiers.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois